Cette rubrique est dirigée par

Ph. MARGERIE

Ingénieur en chef du G.R.E.F.

Chargé de la sous-direction
« Bois-Papier-Imprimerie »

D. I. C. T. D.

Ministère de l'Industrie et de
la Recherche

66, rue de Bellechasse
75700 PARIS

économie
et forêt

A PROPOS DE LA LOI DU 6 AOÛT 1963 POUR QUI ? POURQUOI ?

A. de MONTGASCON

La Loi de 1963 n'est pas sortie d'un coup, de la main d'un homme de science et de loi, mais elle est l'émanation d'une idée (celle du Ministre Pisani) de discussions avec la profession, et enfin d'un débat parlementaire.

Pour cela il faut se remémorer *l'esprit* dans lequel cette loi était faite.

Dans les années 1960 l'exploitation des bois était à l'initiative du propriétaire et certains firent *abus* de ce droit *aux dépens des règles de sylviculture*, auquel s'ajoute un second abus, fort souvent de la part des mêmes propriétaires, en *s'abstenant de reconstituer les peuplements forestiers* par semis ou plantations. La seconde constatation était que la profession ne possédait pas, ou très peu, *de structures professionnelles* : groupements, coopératives, Centres d'études techniques forestières (C.E.T.E.F.), etc. ce qui, comparativement aux structures agricoles, était un manque pour l'évolution et l'amélioration de la forêt privée et par suite des possibilités de production.

Fort de ces deux constatations, le Ministre de l'Agriculture a alors élaboré un projet de loi fixant :

1° — L'obligation de la part d'un propriétaire de bois de plus de 25 hectares, de présenter un programme des coupes de bois (plan simple de gestion, art. 6) pour éviter les exploitations abusives et l'obligation de reboiser ces coupes dans un délai de 5 ans si le semis naturel est insuffisant ou impossible.

2° — La création d'un organisme para-public (Centre régional) qui aurait pour mission de :

- développer les groupements forestiers et la coopération pour la gestion et la commercialisation des bois ;
- vulgariser des méthodes de sylviculture ;
- élaborer les Orientations régionales et approuver les plans simples de gestion.

Il faut bien comprendre que dans son esprit la Loi du 6 août 1963 avait deux objectifs :

- Inciter la profession à améliorer ses structures au niveau régional et départemental et provoquer l'action des propriétaires sylviculteurs en les éclairant dans la gestion de leur patrimoine forestier ;
- Eviter les abus de spéculations sur des coupes abusives qui compromettraient l'avenir de ces mêmes patrimoines boisés.

RÔLE DES CENTRES RÉGIONAUX DE LA PROPRIÉTÉ FORESTIÈRE

Ce rôle peut sembler complexe, voire difficilement saisissable, pourtant il est simple : *il est une courroie de transmission* entre les organismes et les sylviculteurs et ce rôle est de lancer la machine s'il n'existe rien, mais sans jamais en être le moteur (l'art. 2 du Titre I du décret 66 222 du 13 avril 1966 est formel sur ce point). Son caractère para-administratif (Ingénieur détaché et administration par des professionnels élus) est le garant de son indépendance. Si un jour le Centre ne devenait qu'un organisme purement administratif, il perdrait toute crédibilité et par suite toute raison d'être. *L'originalité du système est qu'il est en marge de toute hiérarchie.*

Les Orientations régionales

C'était le premier travail et certains pourraient croire qu'il est terminé ! En fait, les bases et les grandes lignes sont jetées, mais dans le temps elles pourront être affinées et évoluer en fonction des améliorations techniques. Le rôle de ce document n'est pas simplement de recevoir l'approbation d'un Ministre, mais d'être, *pour le propriétaire sylviculteur, un document de base pratique* lui permettant de faire les choix d'essences, de traitements sylvicoles et de gestion, en fonction de ses moyens financiers et techniques et aussi du temps dont il dispose.

Le développement et la vulgarisation

C'est l'une des activités la plus importante du Centre et elle aura un caractère soit général, soit particulier.

— A l'échelon individuel son action consistera principalement en la visite d'un technicien chez un propriétaire qui le demande à l'occasion de l'appel du plan simple de gestion (P.S.G.). Le rôle du technicien devra permettre au propriétaire d'élaborer son P.S.G. conformément aux orientations de sa région. Dans ce cas, l'action du technicien est limitée. Son action est également attendue pour les études et les contacts nécessaires pour étudier et aider à la création de groupements forestiers ou autres formes d'association dans le but d'améliorer les structures, la production et la gestion de parcelles boisées.

— Les actions générales - L'un des buts de la Loi étant de développer les structures professionnelles de coopération et de développement, les actions du C.R.P.F. seront sur ce point particulièrement importantes. Pour ce faire ses actions seront les suivantes :

- *Inciter à la coopération* en provoquant des contacts entre sylviculteurs et en vulgarisant les différentes sortes d'organismes : coopératives, groupements de services, C.E.T.E.F., groupements de ventes, etc.

- *Aider*, grâce à ses ingénieurs et techniciens, *à la création et à la mise en route* de ces organismes. Exemples : préparation de visites pour un C.E.T.E.F., mise en place de parcelles de références, bibliothèques des différents essais répertoriés dans une région, études des marchés du bois, etc.

- *Faciliter les actions* de ces organismes par des subventions, ou une mise à disposition ponctuelle de personnel pour des actions spécifiques à caractère technique ou de développement.
- Permettre la rencontre et l'harmonisation des organismes d'une même région et *proposer de nouvelles actions* en fonction des études et recherches que le Centre aura faites. Dans ce cas le Centre prend un rôle de *consultant*.

Le plan simple de gestion

A l'origine, la Loi prévoyait que chaque propriétaire de plus de 25 hectares devait présenter à l'approbation du Centre un « plan de gestion ».

C'est au cours de nombreuses rencontres entre le Ministre et les professionnels que fut introduit le mot *simple* pour donner dans le texte final cette appellation de « plan simple de gestion » et à la suite du débat parlementaire le législateur a entériné cette formule.

Pourquoi ?

Certains, reprenant le cas d'école, pourraient considérer que le P.S.G. doit répondre aux questions : Comment ? Combien ? Où ? Quand ?

En fait, pour pouvoir répondre à ces questions, il est nécessaire de faire une étude plus approfondie de la forêt telle que : choix des objectifs, choix des essences, de leur traitement et du terme d'exploitabilité. Il faut diviser la forêt en parcelles, séries et sections, etc. Une fois ce travail fait, il est possible d'harmoniser dans le temps le programme des actions, en un mot faire de la gestion ; à partir de ce moment on peut répondre aux questions : Comment ? Combien ? Où ? Quand ?

Le plan de gestion est donc partie indispensable du plan d'aménagement.

Or, la Loi du 6 août 1963 ne demande rien de tout cela (art. 6). Elle n'est faite dans son esprit que pour limiter les coupes abusives et se confirme par les art. 9 et 10 concernant les coupes extraordinaires ou abusives. C'est pourquoi il est demandé un *programme d'exploitation des coupes* qui reste très souple dans son application puisque ces dernières peuvent être avancées de 5 ans ou retardées de 10 ans.

En bref, il est demandé au propriétaire de faire utilisation de son patrimoine forestier en bon père de famille.

Certains souhaitent une élaboration plus technique du P.S.G. Il y a là un danger qui risque de démobiliser l'action dynamique du propriétaire au profit d'un travail plus intellectuel qui trouvera refuge dans une bibliothèque plutôt qu'en forêt.

D'autre part, si l'évolution allait dans ce sens, elle aurait pour conséquence de considérer la forêt privée au même titre que la forêt soumise ; dans ce cas c'est au législateur seul à le dire.

*
* *

En conclusion

L'œuvre des Centres est en bonne voie. Les Orientations régionales étant approuvées et les approbations des P.S.G. ayant pris leur vitesse de croisière, il est possible maintenant de consacrer l'action vers le développement et la vulgarisation ; c'est sans doute la plus difficile et le plus ingrat qui reste à faire.

Ce travail trouvera sa pleine efficacité si un certain nombre de règles est respecté de part et d'autre : pour cela il faut que le sylviculteur accepte de jouer le jeu de la coopération.

A. de MONTGASCON

Son isolement, qu'il confond souvent avec indépendance, le rend vulnérable de toutes parts.

De l'autre côté, l'organisation chargée de promouvoir la profession, devra être à l'écoute pour proposer et convaincre sans jamais brusquer les choses. Tout le monde sait que *le développement est une œuvre de longue haleine*. Cinq à dix ans sont nécessaires pour voir poindre quelques résultats, et chaque fois que l'on brusque les choses, les actions deviennent décevantes pour les uns et plus difficiles à accepter pour les autres.

C'est pour toutes ces raisons que les C.R.P.F. furent créés. Il s'agissait d'un besoin qui plus encore aujourd'hui est ressenti.

Chacun pour sa part doit le prendre sans rebut ni envie, mais avec raison.

Alain de MONTGASCON
Gérant de groupement forestier
Le Maugonnet
72200 LA FLÈCHE